VITRY: NON AU COMMISSARIAT

Vitry, située à quelques kilomètres au sud de Paris, est une de ces villes-dortoirs qui composent la proche banlieue. Les travailleurs, les jeunes de Vitry subissent particulièrement les effets de la crise : Ce sont les usines qui ferment, ce qui a pour double effet d'augmenter le taux de chômage sur la ville et d'éloigner les travailleurs de leur domicile, pour ceux qui ont eu la chance de retrouver un emploi. —A la fatigue de la journée de travail, s'ajoute celle des transports. De retour dans les cités, les travailleurs retrouvent leur logement, souvent trop étroit, et subissent le bruit incessant des robinets, des chasses d'eau, de mobylettes qui tournent, créant ainsi d'insupportables tensions.

—Pour les jeunes, la vie à Vitry c'est surtout le chômage et ses conséquences. Sans salles de réunions, sans maison de jeunes, sans cinéma, avec peude moyens pour «sortir» les jeunes se retrouvent au bas des cités, errant d'un bâtiment à l'autre. Cette vie de déprime qu'elle leur réserve, la bourgeoisie s'en sert pour essayer de rendre la jeunesse responsable des tensions existantes sur le quartier. Les contrôles policiers tournant souvent à la provocation, comme lors de l'affaire de la cité Jean Cousy, en témoignent quotidiennenement. Quant à la municipalité PCF de Vitry, elle pense résoudre les problèmes de la jeunesse par la construction d'un commissariat sur la ville. Malgrè une campagne bien préparée (affiches, tracts, pétitions, bulletins spéciaux, meetings), la municipalité n'a convaincu que peu de gens du bienfait de cette mesure, bien au contraireuneriposte large commence à s'organiser contre la construction d'un commissariat, ouvrant par là-même le véritable débat sur la sécurité, dévoilant peu à peu le projet du PCF sur l'îlotage politique et policier de la population.

PETITION MUNICIPALE

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Nous, habitants de Vitry-sur-Seine, constatons que la sécurité publique n'est pas assurée dans notre ville,

Nous demandons avec fermeté à Monsieur le Préfet, responsable de la sécurité publique :

- que soient affectés sans délai les effectifs de police indispensables pour assurer la protection des habitants de Vitry et de leurs biens,
- la réalisation dès 1978 d'un commissariat de police doté de moyens suffisants,
- que soient prises des mesures exceptionnelles de prévention de la délinquance : formation professionnelle et emploi des jeunes, financement par l'État des équipements sportifs et aires de jeux pour les enfants, crédits pour un meilleur entretien des cités et augmentation du nombre de leurs gardiens, nomination d'éducateurs de rues et d'assistantes sociales en nombre suffisant.

Signature

(A renvoyer par la poste à M. le Maire de Vitry-sur-Seine avant le 14 Janvier 1978 ne pas affranchir).

FAUT-IL DES FLICS DANS LES QUARTIERS ?

La campagne de la municipalité PCF sur la «sécurité publique» a trouvé dans l'affaire de Jean Cousy une bonne occasion pour redoubler de vigueur, dénaturant les faits à l'unisson de toute la presse bourgeoise : un photographe de *L'Humanité* est même venu prendre «en traître» des jeunes qui discutaient tranquillement et qui ont eu la surprise de voir leur photo le lendemain dans *L'Humanité*, sous le titre : *«Violence à Vitry»*, se faisant accuser sournoisement en légende d'être des voyous.

Que s'était-il donc passé à Jean Cousy ? Des jeunes témoignent : *«Nous avons vu ce qui s'est passé (...) La police a dit que 30 jeunes l'ont attaquée. C'est totalement faux. En réalité, ce sont les flics qui poursuivaient un jeune en mobylette. Ils ont eu affaire au maximum à 3 jeunes. Il y en avait une trentaine d'autres qui regardaient à distance ce qui se passait. Quand je suis passé près de la voiture des flics, j'ai entendu qu'ils appelaient du renfort. Quelques instants après, des cars de flics sont arrivés»*

«Ils pourchassaient les jeunes. Partout dans les rues ils contrôlaient les jeunes».

«Ils vous font monter dans le car pour un oui ou pour un non. Moi, ils m'ont emmené au poste de police avec les autres, c'était au dépôt d'Ivry. Ils nous ont tous photographiés avec une ardoise devant nous, avec notre nom marqué dessus.»

Une jeune employée de la cité raconte : *«Les interventions policières sont quotidiennes. Les flics contrôlent l'identité des jeunes et notent scrupuleusement leurs noms et adresses, surtout pour ceux qui habitent la cité. Quoi d'étonnant que plusieurs arrestations aient eu lieu le lendemain des faits. Non loin de chez moi, les flics sont venus à 6 heures du matin pour embarquer un jeune et son père (!). Comme ceux-ci ne voulaient pas ouvrir, ils ont à moitié défoncé la porte, leur tapage réveillant les voisins».*

Pour les jeunes avec qui nous avons discuté , l'implantation d'un commissariat sur la ville ne peut rien résoudre, au contraire. Une jeune nous dit : *«Le commissariat ne résoudra pas le problème, l'argent aurait mieux servi à construire une MJC».* Un jeune Ivryen ajoute : *«Il y a 15 ans sur ma cité, la municipalité (PCF) a posé la première pierre d'une MJC. Aujourd'hui la MJC n'est toujours pas construite».* À Ivry, il y a un commissariat, mais les problèmes sont les mêmes qu'ici, un jeune déclare : *«Ça ne servira à rien. Au contraire ça risque d'être pire. Parce que si les flics sont tout le temps là, les provocations vont être quotidiennes et un jour il y aura un pépin plus grave, soit de leur faute, soit que les jeunes en auront marre. Pour moi, ce n'est pas une solution du tout !»*

«Le problème c'est pas de renforcer la police, c'est de voir les causes de ce qui se passe. Y a des gars qui n'ont rien pour vivre. Ici il faut voir le chômage qu'il y a ! Et puis il n'y a rien comme loisirs. Dans beaucoup de familles, quand on rentre chez soi, y a le père devant la télé et on peut pas causer, il est fatigué, on doit pas faire de bruit. Alors on va dehors. La police ne veut pas nous voir dehors ! Mais où faut-il qu'on se mette alors ?».

«Moi ce que je crois, c'est qu'ils cherchent à dresser les gens contre nous pour diviser. Tout cela c'est écœurant, cette société, elle est vraiment écœurante. Y a beaucoup de choses à changer, c'est une bonne révolution qu'il faudrait je pense !». «De toute façon, ils ne pourront pas nous faire taire, il faut qu'ils le sachent !».

LA CAMPAGNE DE LA MAIRIE POUR LE COMMISSARIAT

Pour mener à bien son projet, la municipalité de Vitry n'a rien négligé : outre la campagne de tracts, pétitions, affiches et meetings, on assiste, aujourd'hui, à une tentative de faire assimiler les militants révolutionnaires aux délinquants. Un article dans ce sens est paru dans *Le Travailleur* (journal local du PCF). Un tract allant dans le même sens est distribué sur la cité Balzac. Deux militants révolutionnaires sont arrêtés par la police, alors qu'ils diffusaient sur Balzac un tract dénonçant le commissariat.

Le samedi 14 janvier, la municipalité voulait clore sa campagne par un grand coup, c'est-à-dire une assemblée publique sur la question de la sécurité. Elle l'avait bien préparée en faisant une diffusion massive de pétitions visant à faire admettre un commissariat sur Vitry (voir document ci-dessus).

UNE LARGE RIPOSTE

Mais la municipalité n'était pas la seule à préparer cette assemblée. Un collectif regroupant le PCR m.l., le comité de lutte du lycée J. Macée, l'École émancipée, le SGEN primaire, *L'Humanité rouge*, l'OCT, la LCR a sorti un tract sur cette question et a décidé d'intervenir lors de cette assemblée publique. Le Groupe femmes Vitry, le SGEN, la CSCV (Comité sur le cadre de vie), le PSU ainsi que d'autres organisations ont été parties prenantes de cette action.

— Au moyen de cette assemblée, la municipalité voulait faire cautionner par la population la demande de financement du commissariat dont le projet est déjà approuvé par le département. Pour le PCF, il devait également en sortir un «comité d'initiative sur la sécurité publique».

Malgré les pratiques anti-démocratiques de cette réunion, le point de vue contre le commissariat l'a emporté.

N'ont pu s'exprimer sur des points de vue différents que trois personnes. Soit pour les trois intervenants environ 10 minutes de parole.

— un habitant de Vitry : *«J'ai fait 36 et le maquis, j'ai toujours vu les flics contre les travailleurs»,*

— un habitant du quartier Balzac : *«Il faut choisir entre un commissariat et un centre culturel, moi je choisis le centre culturel».* Il a souligné aussi l'étroite liaison entre délinquance et milieu social,

— une représentante du Groupe femmes Vitry a dénoncé l'inefficacité de la police pour protéger la population, notamment les femmes : *«Ce n'est pas la présence d'un policier derrière chaque femme qui la protégera contre une agression bien au contraire (l'impunité dont bénéficient les policiers leur permettant même le viol)».*

Ces interventions ont été soutenues par la majorité du public, à la suite de quoi le débat fut clos par la tribune, ce qui entraîna de vives protestations des participants.

Devant le mutisme de la tribune fut repris un nouveau slogan : *«Non, non, non, au commissariat !»*. Une militante du PCF a bien souligné que toutes les interventions qui avaient eu lieu dans la salle ne changeraient rien à la décision prise par la municipalité.

Aujourd'hui, la lutte est engagée. Tandis que la municipalité prenait la porte, refusant de continuer le débat, ceux qui restaient, fixaient un rendez-vous pour le jeudi suivant, appelant à une réunion de préparation de la riposte. A cette réunion, le collectif a envisagé d'organiser un meeting contre un commissariat à Vitry.

Le collectif a envoyé une délégation comprenant un membre de chaque organisation, à la mairie, pour demander une salle pour organiser un meeting dans la salle même où a été organisée cette assemblée «publique» contre l'insécurité. Jusqu'à ce jour, la municipalité nous refuse cette salle prétextant des rencontres sportives, à défaut elle nous a proposé deux salles, une à Saint-Maur-des-Fossés et une autre, totalement excentrée. Nous nous sommes servis de cette sconde salle. Le samedi 25 février nous avons organisé 4 H contre le commissariat. Les travailleurs immigrés du foyer Sonacotra d'Ivry en grève ont participé aux 4 h de collectif, le groupe femmes en est partie prenante, les jeunes des lycées aussi. Voilà des forces dans les usines, sur les quartiers, dans les écoles qui commencent à secouer la tutelle pesante du PCF sur la ville et à s'emparer des vrais problèmes. A ces 4 H nous avons aussi appelé à soutenir le collectif et à organiser notre meeting avec égalité de chance avec la municipalité, comme elle nous l'avait proposé lors même de son assemblée publique contre l'insécurité.

Intervention sur le marché de Vitry du collectif contre la répression

Aujourd'hui nous luttons toujours pour obtenir cette salle. Le collectif populaire de Vitry contre la répression tient ses assemblées générales tous les quinze jours. Pour organiser la riposte, prends contact avec ses membres. Pour lieu et date, le collectif a mis sur pied un projet de journal populaire qui engagerait le débat sur la question de l'insécurité et sur d'autres questions concernant les travailleurs. Un large travail de discussions politiques commence à se faire sur les quartiers de la ville.

Renforcer les premières forces du collectif pour en faire une arme de débat et de propositions aux mains des Vitriots face à la tutelle de la mairie PCF, voilà notre tâche d'aujourd'hui.

Les évènements qui se sont passés à Vitry rejoignent bien la politique d'ensemble du PCF.

Face aux mises en place successives de brigades policières toujours plus répressives, le PCF développe sa position dans l'*Humanité* *«Les communistes refusent de faire de la répression le moyen d'assurer la sécurité des citoyens»,* néanmoins, ils préconisent *«une augmentation et une meilleure utilisation des forces de police».* (Que signifie donc être contre la répression, et préconiser une meilleure utilisation des forces répressives ?). Cela donne un avant-goût du projet du PCF.

Mais où donc réside véritablement l'insécurité pour les travailleurs et l'ensemble de la population, d'où vient la violence, sinon de l'exploitation quotidienne des travailleurs : la violence, ce sont les cadences, les accidents du travail, les maladies professionnelles, les flics qui interviennent contre les usines en grève, les transports en commun qui ressemblent à des wagons à bestiaux aux heures de pointe. Elle se trouve dans le cadre de vie, cités-dortoirs surpeuplées, sans équipements collectifs, sans lieu de loisirs, de rencontres. La violence, c'est encore les saisies et expulsions par les flics chez les familles ouvrières.

Cette violence du système que nous subissons tous les jours produit et entretient une idéologie de division : racisme, agressions contre les femmes, division jeunes-vieux en sont les résultats. Et si le désespoir d'en sortir s'installe, et se transforme pour certains en violence destructrice, qui s'en étonnera !

DE QUEL CÔTÉ SONT LES FLICS ?

Sont-ils les défenseurs des travailleurs en grève contre les licenciements et les mauvaises conditions de travail...

Non, ils protègent les patrons, les milices patronales telle la CSL.

Sont-ils les défenseurs des femmes violées ? Non, on sait que les femmes dans ce cas sont constamment humiliées, et traitées en accusées par les flics, soupçonnées par eux d'être consentantes : elles n'ont jamais assez de sévices corporels !!...

Au contraire, les flics se font régulièrement les apôtres de la violence et font de plus en plus la «une» des faits divers en violant eux aussi (par exemple récemment une institutrice de 43 ans à 5 heures du matin du côté de Montparnasse violée dans un car de police par deux flics sous prétexte d'un contrôle d'identité).

D'autre part, les bavures policières se multiplient.

Quant à la solution proposée par le PCF : renforcement des effectifs policiers, implantation massive de commissariats, devant toutes les exactions policières, cette solution ne tient pas une minute.

En fait, l'implantation d'un commissariat dans une ville n'a jamais diminué la délinquance. Et même l'implantation de brigades dans le métro a eu pour conséquence de provoquer des morts. La création de brigades anti-gangs a multiplié les bavures mortelles. Le renforcement de la police aura pour conséquence un danger encore plus grand pour la défense de nos droits et de nos luttes.

De quel côté se trouve donc le PCF ? Pas du côté des travailleurs en tout cas. Son projet, cela paraît de plus en plus clair, est de s'implanter dans le personnel d'encadrement des entreprises (il se fait maintenant le défenseur des cadres), des services publics et dans la police. C'est dans ce sens qu'il réclame l'implantation de commissariats et qu'il vise à s'implanter dans le syndicat de la police dont il détient la direction.

Cercle UCJR Vitry-Ivry

Jeunes de vitry, d'Ivry, des communes avoisinantes

— Pour mobiliser la jeunesse sur ses problèmes,
— Pour faire échec à la répression,

Rejoins notre cercle

Prends contact avec nous par notre permanence téléphonique. le samedi de 12 h à 14 h au 686 81 82 ou écris au 57 rue Ordener. 75 018